Sur le site de Solidaire Jacques Hais raconte la grève de 1986-87 et témoigne d'une expérience d'auto-organisation. On peut y lire un écho de la période actuelle (la propagande gouvernementale le contre les grévistes, la manipulation de l'opinion etc) et mesurer combien les luttes sociales que nous menons viennent de loin et se déroulent sur un temps long. Ci-dessous un extrait, et là, l'article à lire dans son intégralité :
http://www.lesutopiques.org/greve-cheminots-198687-vue-de-lagglomeration-rouennaise-experience-dauto-organisation/

L'unité, il a fallu la construire

Une tradition unitaire existait depuis longtemps sur l'agglomération rouennaise, des rencontres, des bulletins de boites, des actions étaient régulièrement réalisés par des cheminots syndiqués à la CGT, à la CFDT ou non syndiqués. Cette génération ne se reconnaissait pas dans le syndicalisme tel qu'il était, elle refusait la division syndicale ainsi que les divisions catégorielles. En 1975 une trentaine de cheminots créent un modeste bulletin de 4 pages « La Basse Tonne » ; peu après, Comité Unitaire de Mobilisation des Cheminots (CUMC) est créé ; il préconise la lutte autrement que par des grèves de 24 heures à répétition et affirme la nécessité de l'unité syndicale large ; le CUMC s'exprime par tracts et pétitions, son audience est d'environ 500 personnes sur l'agglomération rouennaise. La 3ème tentative de regroupement unitaire à la base se fera autour du journal « Rail Bol ». Vendu à 500 exemplaires, il sera édité de mai 1985 jusqu'à mi-1986. Les mêmes personnes impulsent des actions de soutien au niveau international : soutien à Solidarnosc, soutien au Nicaragua, soutien aux mineurs anglais, etc.

Les prémices de la grève

Le contexte de cette fin d'année 1986 est marqué par un puissant mouvement de révolte de la jeunesse, cristallisé autour de lutte contre la loi Devaquet ; c'est une mobilisation d'un niveau inconnu depuis très longtemps. Localement et à la SNCF, il y a eu une grève de 41 jours au service intérieur du dépôt menée par la CGT, contre les contrôles de connaissances des agents de conduite (ADC). Au niveau national, fin novembre la fédération des cheminots CFDT dénonce un projet de la direction SNCF, qui vise à supprimer les indemnités touchées par de nombreux agents travaillant sur les terminaux informatiques. Les agents des services voyageurs de Paris Gare de Lyon et Paris St Lazare démarrent le 8 décembre une action originale, « la grève de la saisie ». Ils et elles restent à leur poste de travail, mais n'assurent pas la partie pour laquelle les patrons veulent leur supprimer l'indemnité (en fait, ils et elles ne délivrent plus de réservations, seulement des billets, des renseignements, etc.) ; chaque jour, ils et elles font grève une heure pour se réunir en Assemblée Générale. Utilisant les ordinateurs et le réseau téléphonique interne de la SNCF pour véhiculer l'information, les grévistes (soutenu-es par la CFDT puis 2 jours après par la CGT) étendent le mouvement en paralysant ainsi le réseau informatique. Ces actions illégales cessent le 18 décembre, pour basculer dans la grève totale ; une grève qui sera très forte notamment chez les agents de conduite et la plus longue jamais vécue chez les cheminots et les cheminotes, dépassant en durée celle de 1920.
Chronologie de la grève

Une assemblée générale des agents de conduite de Paris Nord avec la participation du responsable national CFDT de cette catégorie de personnel, Michel Desmars, décide un appel à la grève à partir du 18 décembre. Le comité de grève et la CFDT font immédiatement une vaste campagne d'information vers les autres dépôts, popularisant le cahier revendicatif :

retrait du projet de nouvelle grille des salaires, au mérite ;
maintien du statut ;
rattrapage du pouvoir d'achat ;

maintien ou réforme du système de primes tel que l'exprime les différentes catégories de personnel.

Dès le 18 décembre, la grève démarre sur l'ensemble du réseau Nord, sur la Gare de Lyon puis s'étend au plan national. N'étant pas à l'origine de ce mouvement, la CGT commence par le combattre, des piquets antigrève sont organisés dans plusieurs sites ; devant l'ampleur de la mobilisation, la CGT rejoint la grève à compter du 20 décembre (à cette date, la grève touche déjà 83 des 94 dépôts de conducteurs de trains).

Le 22 décembre, la grève se renforce considérablement avec la généralisation de l'entrée dans le mouvement des autres services où le mouvement était encore limité à certaines régions : contrôleurs, ateliers, agents de l'équipement, des gares, des directions. Le 23, la direction et le gouvernement sont face à une grève générale de la SNCF.

Sur l'agglomération rouennaise, dès le 19, la CFDT organise une Assemblée Générale des agents de conduite qui décide la grève reconductible avec AG journalières et la création d'un comité de grève. Puis les autres secteurs se mettent en grève progressivement, le 23 la majorité des catégories de personnel est en grève, avec le soutien des organisations syndicales CFDT, CGT, FO voire CFTC. Dans chaque établissement, quotidiennement, des Assemblées Générales souveraines mettent en place des comités de grève (souvent sans la participation de militants CGT). A compter du 24 décembre, une coordination des comités de grève de l'agglomération de Rouen est créée, elle regroupe les représentants et représentantes mandatés des différents secteurs en grève.

A.G., comités de grève, coordinations, … mais surtout auto-organisation !
(…)